

RCS : MELUN

Code greffe : 7702

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 70031

Numéro SIREN : 435 350 228

Nom ou dénomination : AAD DISTRIBUTION - IDF

Ce dépôt a été enregistré le 27/07/2018 sous le numéro de dépôt 6196

6196

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12		Exercice N-1 31/12/2016 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)			
	Immobilisations incorporelles			
	Frais d'établissement			
	Frais de développement			
	Concessions, brevets et droits similaires			
	Fonds commercial (1)	18 294		18 294
	Autres immobilisations incorporelles			
	Avances et acomptes			
	Immobilisations corporelles			
	Terrains			
	Constructions			
	Installations techniques, matériel et outillage	8 344	6 800	1 543
	Autres immobilisations corporelles	80 070	74 800	5 270
	Immobilisations en cours			
	Avances et acomptes			
	Immobilisations financières (2)			
	Participations mises en équivalence			
	Autres participations			
	Créances rattachées à des participations			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	12 400		12 400
	Total II	119 108	81 600	37 508
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours			
	Matières premières, approvisionnements			
	En-cours de production de biens			
	En-cours de production de services			
	Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises	203 690	15 144	188 546
	Avances et acomptes versés sur commandes			
	Créances (3)			
	Clients et comptes rattachés	1 225 831	514 829	711 002
	Autres créances	116 839		116 839
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé			
	Valeurs mobilières de placement	24 367		24 367
	Disponibilités	503 822		503 822
	Charges constatées d'avance (3)	5 712		5 712
	Total III	2 080 260	529 973	1 550 287
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)			
	Primes de remboursement des obligations (V)			
	Ecarts de conversion actif (VI)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 199 368	611 573	1 587 795

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2017 12	Exercice N-1 31/12/2016 12
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 40 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	40 000	40 000
	Réserves		
	Réserve légale	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	903 927	792 893
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	101 309	111 034
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total I	1 049 235	947 927
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total II		
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total III		
DETTES (1)	Dettes financières Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes d'exploitation Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	318 354 341 167 765 16 135	442 355 983 136 697 35 150
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1) Total IV	 538 560	 528 272
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 587 795	1 476 199
	(1) Dont à moins d'un an	538 560	528 272

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises	3 706 379	2 337	3 708 716	3 603 390		105 326	2.92
Production vendue de biens							
Production vendue de services	8 820		8 820	15 410		6 590	42.76
Chiffre d'affaires NET	3 715 199	2 337	3 717 536	3 618 800		98 736	2.73
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			15 216	16 482		1 265	7.68
Autres produits			6 202	3 779		2 423	64.12
Total des Produits d'exploitation (I)			3 738 954	3 639 060		99 894	2.75
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			2 762 318	2 707 298		55 020	2.03
Variation de stock (marchandises)			45 609	5 397		51 006	945.14
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			307 299	293 972		13 327	4.53
Impôts, taxes et versements assimilés			11 290	11 716		426	3.63
Salaires et traitements			362 936	333 758		29 177	8.74
Charges sociales			162 718	151 816		10 902	7.18
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 784	2 943		1 158	39.36
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			64 565	19 986		44 579	223.05
Dotations aux provisions							
Autres charges			7 417	10 796		3 378	31.29
Total des Charges d'exploitation (II)			3 634 720	3 537 682		97 038	2.74
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			104 234	101 378		2 856	2.82
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	27 608		10 982		16 627	151.41
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	27 608		10 982		16 627	151.41
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	573		799		225	28.22
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	573		799		225	28.22
2. Résultat financier (V-VI)	27 035		10 183		16 852	165.49
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	131 270		111 561		19 708	17.67
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 312		1 367		8 945	654.47
Produits exceptionnels sur opérations en capital			7 500		7 500	100.00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	10 312		8 867		1 445	16.29
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 085		2 702		1 616	59.83
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			31		31	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	1 085		2 733		1 647	60.28
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	9 226		6 134		3 092	50.40
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 078		6 662		584	8.77
Impôts sur les bénéfices (X)	33 109				33 109	
Total des produits (I+III+V+VII)	3 776 874		3 658 909		117 965	3.22
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 675 566		3 547 875		127 690	3.60
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	101 309		111 034		9 225	8.76

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

18 445 18 543
795 779

SAS AAD DISTRIBUTION IDF
88 RUE A.L. LAVOISIER

77480 BRAY SUR SEINE

ANNEXE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

S.A. MONDIAL AUDIT "DYNAUDIT"

4 AVENUE ALAIN PEYREFITTE

ZI

77480 BRAY SUR SEINE

01.60.67.10.21

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	6
Permanence ou changement de méthodes	6
Informations complémentaires (CICE)	6
L'utilisation du CICE dans l'entreprise	7
 - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	7
Etat des amortissements	8
Etat des provisions	8
Etat des échéances des créances et des dettes	9
Composition du capital social	9
Fonds commercial	9
Evaluation des immobilisations corporelles	9
Evaluation des amortissements	10
Evaluation des matières et marchandises	10
Dépréciation des stocks et en cours	10
Evaluation des créances et des dettes	10
Dépréciation des créances	10
Evaluation des valeurs mobilières de placement	10
Disponibilités en Euros	10
Produits à recevoir	11
Charges à payer	11
Charges et produits constatés d'avance	11
 - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation de l'effectif moyen	12
Charges et produits financiers concernant les entr. liées	12
Honoraires des commissaires aux comptes	12
 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Informations en matière de crédit bail	12
Engagement en matière de pensions et retraites	13
 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Transferts de charges	13

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 8 141 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

La société a pris acte de l'intérêt de ce crédit d'impôt dans le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement, à l'exclusion de tous financements d'une hausse de la part des bénéfices distribués, et/ou d'augmentation de la rémunération des dirigeants.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 8 141 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Description des efforts	Montant
- investissement :	
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	8 141
Total	8 141

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	18 294		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	7 744		600
Installations générales agencements aménagements divers	45 407		
Matériel de transport			3 428
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 416		2 818
TOTAL	81 567		6 847
Prêts, autres immobilisations financières	12 400		
TOTAL	12 400		
TOTAL GENERAL	112 261		6 847

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			18 294	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			8 344	
Installations générales agencements aménagements divers			45 407	
Matériel de transport			3 428	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			31 235	
TOTAL			88 414	
Prêts, autres immobilisations financières			12 400	
TOTAL			12 400	
TOTAL GENERAL			119 108	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 251	550		6 800
Installations générales agencements aménagements divers	45 149	259		45 407
Matériel de transport		667		667
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 416	309		28 726
TOTAL	79 816	1 784		81 600
TOTAL GENERAL	79 816	1 784		81 600

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.techniques matériel outillage indus.	550				
Instal.générales agenc.aménag.divers	259				
Matériel de transport	667				
Matériel de bureau informatique mobilier	309				
TOTAL	1 784				
TOTAL GENERAL	1 784				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	11 867	3 277			15 144
Sur comptes clients	453 541	61 288			514 829
TOTAL	465 407	64 565			529 973
TOTAL GENERAL	465 407	64 565			529 973
Dont dotations et reprises d'exploitation		64 565			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	12 400		12 400
Clients douteux ou litigieux	650 995	650 995	
Autres créances clients	574 836	574 836	
Personnel et comptes rattachés	5 000	5 000	
Taxe sur la valeur ajoutée	7 770	7 770	
Groupe et associés	42 730	42 730	
Débiteurs divers	61 338	61 338	
Charges constatées d'avance	5 712	5 712	
TOTAL	1 360 781	1 348 381	12 400

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	318	318		
Fournisseurs et comptes rattachés	354 341	354 341		
Personnel et comptes rattachés	51 025	51 025		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81 830	81 830		
Impôts sur les bénéfices	18 645	18 645		
Taxe sur la valeur ajoutée	11 416	11 416		
Autres impôts taxes et assimilés	4 849	4 849		
Autres dettes	16 135	16 135		
TOTAL	538 560	538 560		

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
PARTS SOCIALES	100.0000	400			400

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
FOND DE COMMERCE	18 293			18 293	
Total	18 293			18 293	

Dans le cadre du nouveau règlement ANC 2015-06, la durée de vie du fonds de commerce est présumée illimitée, l'analyse menée n'a pas révélé une durée d'utilisation limitée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	2 à 10 ans
Matériels et outillage	linéaire	4 ans
Matériel de transport	linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	47 669
Total	47 669

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	318
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 989
Dettes fiscales et sociales	53 097
Autres dettes	10 981
Total	94 385

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 712
Total	5 712

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	6
Total	7

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total		795
Dont entreprises liées		795

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8827 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				66 284	66 284
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs				20 963	20 963
- dotations de l'exercice				16 571	16 571
Total				37 534	37 534
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs				39 355	39 355
- exercice				18 444	18 444
Total				57 799	57 799
Redevances restant à payer					
- à un an au plus				15 303	15 303
Total				15 303	15 303
Montant en charge sur l'exercice				18 444	18 444

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.
Indemnités de fin de carrière à verser : 86602 €
Valeur probable des indemnités à verser : 68324 €
Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 48898 €
Dette actuarielle : 21808 €
Taux d'actualisation : 2%
Taux de rotation : faible
Taux de croissance des salaires : 1%

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
avantages en natures	13 623
indemnité CPAM	1 593
Total	15 216

FOURNISSEURS						CLIENTS					
Article D.441-1° : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice						Article D.441-2° : factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice					
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement											
Montant total des factures concernées TTC	141 640,00	149 724,00	20435,00	-1 117,00	310 682,00		180 997,00	144 690,00	45 689,00	198 305,00	569 681,00
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées											
Montant total des factures exclues										650 995,00	650 995,00
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuels ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code du commerce)											
Délais de	délais contractuels : chèque à 50jrs fin de mois ou 60 jrs fin de mois					délais contractuels : virement/chèque à 45 jours de fin mois					

AAD DISTRIBUTION I.D.F.
Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €
Siège social : 88, rue Antoine Laurent de Lavoisier – 77480 BRAY-SUR-SEINE
435 350 228 RCS MELUN

Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos
Le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire en application des statuts et de l'article L.227-9 du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous rappelons que les convocations à la présente assemblée vous ont été régulièrement adressées.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 3.717.536 € contre 3.618.800 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 2,73 %.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 3.738.954 € contre 3.639.060 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 2,75 %.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 3.634.720 € contre 3.537.682 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 2,74 %.

Dans le détail, le coût d'achat des marchandises, corrigé de la variation des stocks, a représenté 2.716.709 € contre 2.712.695 € lors de l'exercice précédent, soit + 0,15 %.

Le poste « autres achats et charges externes » a quant à lui enregistré une augmentation de 4,53 % pour passer de 293.972 € à 307.299 €.



Pour mémoire, ce poste est principalement composé des locations immobilières, des fournitures administratives, de l'achat de carburant, de la souscription d'assurances, de frais de transports, et de frais de réception.

Le résultat d'exploitation ressort à 104.234 € contre 101.378 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 2,82 %.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 362.936 € contre 333.758 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 8,74 %.

Le montant des charges sociales s'élève à 162.718 € contre 151.816 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 7,18 %.

Compte tenu d'un résultat financier de 27.035 € (soit 27.608 € de produits financiers et 573 € de charges financières) contre 10.183 € pour l'exercice précédent, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 131.270 € contre 111.561 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 17,67 %.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel de 9.226 €, d'une participation des salariés de 6.078 € et d'un impôt sur les bénéfices de 33.109 €, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 101.309 € contre un résultat bénéficiaire de 111.034 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation -8,76 %.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS

La maîtrise des charges (notamment de personnel) engagée à partir de 2015 a permis à la société de réaliser en 2017 un résultat significatif.

SITUATION DE LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2017

Il est proposé de mesurer, par rapport à l'exercice précédent, l'évolution des grands postes du bilan.

Compte tenu des amortissements antérieurs et de ceux pratiqués au cours de l'exercice s'élevant à 81.600 €, le total de l'actif immobilisé s'élève à 37.508 € contre 32.446 € pour l'exercice précédent.

Investissements réalisés ont porté sur les postes suivants :

- Installations techniques, matériel et outillage industriels	600 €
- Matériel de transport	3.428 €
- Matériel de bureau et mobilier informatique	2.818 €
Soit un montant global de	6.847 €

Aucune cession, mise au rebut (ou assimilé) n'ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.



Le total de l'actif circulant comprenant notamment les stocks pour 188.546 €, s'élève à 1.550.287 € contre 1.443.753 € pour l'exercice précédent. Le montant des charges constatées d'avance, inclus dans le total de l'actif circulant, s'élève à 5.712 € contre 5.673 € pour l'exercice précédent.

Les capitaux propres s'élèvent à 1.049.235 € contre 947.927 € pour l'exercice précédent.

La réserve légale est dotée à concurrence de 4.000 €, soit 10 % du capital social.

L'ensemble des dettes au 31 décembre 2017 s'élève à 538.560 € contre 528.272 € pour l'exercice précédent.

Elles comprennent entre autres des dettes fournisseurs et comptes rattachés pour 354.341 € et des dettes fiscales et sociales pour 167.765 €.

Le total du bilan s'élève à 1.587.795 € contre 1.476.199 € pour l'exercice précédent.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Nous vous précisons que les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients prévues par l'article L.441-6-1 du Code de commerce sont précisées dans le tableau joint au présent rapport de gestion.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement significatif n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport a été établi.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L.232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.



EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le chiffre d'affaires réalisé sur les premiers mois de l'exercice nous permet de penser que les résultats de 2018 seront au moins équivalents à ceux de 2017 ; à la date d'établissement du présent rapport, il reste toutefois 7 mois d'activité.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 101.309 € de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : 101.309 €

Affectation :

- Distribution de dividende : 60.000 €
Soit un dividende par action de 150 €
- Compte « Autres réserves » : 41.309 €

Totaux :	101.309 €	101.309 €
-----------------	------------------	------------------

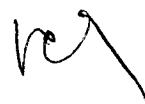
Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} juillet 2018.

Nous vous rappelons que par défaut, les revenus distribués sont imposables au prélèvement forfaitaire unique de 30 %, savoir 12,8 % forfaitaire d'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux.

Sur option expresse irrévocable annuelle valable pour l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers et des plus-values sur titres, le contribuable peut opter pour la soumission de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse l'imposition au barème progressif sera effectuée sur la base des dividendes distribués après application d'un abattement de 40 %.

Conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, les revenus distribués font l'objet en toute hypothèse d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 12,8 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable,

Nous vous rappelons en outre que, conformément aux dispositions de l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.



RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois exercices précédents.

RESULTAT FISCAL – DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Le résultat fiscal bénéficiaire s'élève à 126.329 € avant imputation des déficits antérieurs et à 124.776 € après imputation.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles fiscalement visées sous l'article 39-4 du C.G.I.

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport de votre Commissaire aux comptes sur les comptes annuels et de son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L.227-10 et suivants du Code de commerce.

Nous ouvrirons le débat et procéderons au vote des résolutions qui vous sont proposées.

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les résolutions proposées et nous vous remercions de votre confiance.

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

AAD DISTRIBUTION I.D.F.
Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €
Siège social : 88, rue Antoine Laurent de Lavoisier – 77480 BRAY-SUR-SEINE
435 350 228 RCS MELUN

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 28 JUIN 2018

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice s'élevant à 101.308,76 € de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice :	101.309 €
----------------------------	-----------

Affectation :

- Distribution de dividende :	60.000 €
Soit un dividende par action de 150 €	
- Compte « Autres réserves » :	41.309 €

Totaux :	101.309 €	101.309 €
-----------------	------------------	------------------

Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} juillet 2018.

Les associés personne physique, déclarent être informée que, par défaut, les revenus distribués sont imposables au prélèvement forfaitaire unique de 30 %, savoir 12,8 % forfaitaire d'impôt sur le revenu et 17,2 % de prélèvements sociaux.

Sur option expresse irrévocable annuelle valable pour l'ensemble des revenus de capitaux mobiliers et des plus-values sur titres, le contribuable peut opter pour la soumission de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans cette hypothèse, l'imposition au barème progressif sera effectuée sur la base des dividendes distribués après application d'un abattement de 40 %.

Conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, les revenus distribués font l'objet en toute hypothèse d'un prélèvement forfaitaire obligatoire de 12,8 %, non libératoire, imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable,



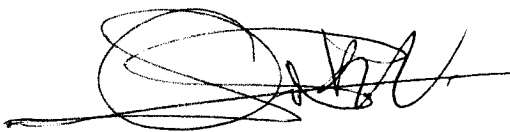
De plus, conformément aux dispositions de l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Rappel des dividendes distribués

L'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Certifié conforme

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.



Crowe Horwath®

Dauge Fideliante

Membre indépendant de Crowe Horwath International

38, rue Saint-Ferdinand
75017 Paris
Tél. : +33 (0)1 43 80 10 98
Fax : +33 (0)1 47 64 95 39
cabinet@dauge-associes.com
www.dauge-associes.com

GREFFE

A.A.D. DISTRIBUTION-I.D.F.

SAS au Capital de 40 000 Euros

7, rue Antoine Laurent de Lavoisier

77480 BRAY SUR SEINE

RCS : 435 350 228 PROVINS

RAPPORT DU COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

A.A.D. DISTRIBUTION-I.D.F.

SAS au Capital de 40 000 Euros
7, rue Antoine Laurent de Lavoisier
77480 BRAY SUR SEINE
RCS : 435 350 228 PROVINS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

A l'Assemblée Générale de la société A.A.D. DISTRIBUTION-I.D.F.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A.A.D. DISTRIBUTION-I.D.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Crowe Horwath®

Dauge Fideliance

Membre indépendant de Crowe Horwath International

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 26 juin 2018

DAUGE FIDELIANCE
Commissaires aux comptes
Compagnie Régionale de Paris



JULIEN LE GUEN

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires				
	Fonds commercial (1)	18 294		18 294	18 294
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage	8 344	6 800	1 543	1 493
	Autres immobilisations corporelles	80 070	74 800	5 270	259
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations financières (2)				
	Participations mises en équivalence				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	12 400		12 400	12 400
	Total II	119 108	81 600	37 508	32 446
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	203 690	15 144	188 546	146 214
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances (3)				
	Clients et comptes rattachés	1 225 831	514 829	711 002	808 345
	Autres créances	116 839		116 839	81 383
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	24 367		24 367	24 367
	Disponibilités	503 822		503 822	377 771
	Charges constatées d'avance (3)	5 712		5 712	5 673
	Total III	2 080 260	529 973	1 550 287	1 443 753
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 199 368	611 573	1 587 795	1 476 199

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2017 12	Exercice N-1 31/12/2016 12
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 40 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	40 000	40 000
	Réserves		
	Réserve légale	4 000	4 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	903 927	792 893
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	101 309	111 034
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total I	1 049 235	947 927
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total II		
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total III		
DETTES (1)	Dettes financières		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts auprès d'établissements de crédit		
	Concours bancaires courants	318	442
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes d'exploitation		
Comptes de Régularisation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	354 341	355 983
	Dettes fiscales et sociales	167 765	136 697
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	16 135	35 150
	Produits constatés d'avance (I)		
	Total IV	538 560	528 272
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 587 795	1 476 199

(1) Dont à moins d'un an

538 560

528 272

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2017 12			Exercice N-1 31/12/2016 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	3 706 379	2 337	3 708 716	3 603 390	105 326	2.92
Production vendue de biens						
Production vendue de services	8 820		8 820	15 410	6 590	42.76
Chiffre d'affaires NET	3 715 199	2 337	3 717 536	3 618 800	98 736	2.73
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			15 216	16 482	1 265	7.68
Autres produits			6 202	3 779	2 423	64.12
Total des Produits d'exploitation (I)			3 738 954	3 639 060	99 894	2.75
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises			2 762 318	2 707 298	55 020	2.03
Variation de stock (marchandises)			45 609	5 397	51 006	945.14
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			307 299	293 972	13 327	4.53
Impôts, taxes et versements assimilés			11 290	11 716	426	3.63
Salaires et traitements			362 936	333 758	29 177	8.74
Charges sociales			162 718	151 816	10 902	7.18
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 784	2 943	1 158	39.36
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			64 565	19 986	44 579	223.05
Dotations aux provisions						
Autres charges			7 417	10 796	3 378	31.29
Total des Charges d'exploitation (II)			3 634 720	3 537 682	97 038	2.74
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			104 234	101 378	2 856	2.82
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2017	12	31/12/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	27 608		10 982		16 627	151.41
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	27 608		10 982		16 627	151.41
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	573		799		225	28.22
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	573		799		225	28.22
2. Résultat financier (V-VI)	27 035		10 183		16 852	165.49
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	131 270		111 561		19 708	17.67
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 312		1 367		8 945	654.47
Produits exceptionnels sur opérations en capital			7 500		7 500	100.00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	10 312		8 867		1 445	16.29
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 085		2 702		1 616	59.83
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			31		31	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	1 085		2 733		1 647	60.28
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	9 226		6 134		3 092	50.40
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 078		6 662		584	8.77
Impôts sur les bénéfices (X)	33 109				33 109	
Total des produits (I+III+V+VII)	3 776 874		3 658 909		117 965	3.22
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 675 566		3 547 875		127 690	3.60
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	101 309		111 034		9 275	8.76

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
 Redevance de crédit bail immobilier
 (3) Dont produits concernant les entreprises liées
 (4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

18 445 18 543
 795 779

88 RUE A.L. LAVOISIER

77480 BRAY SUR SEINE

ANNEXE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

S.A. MONDIAL AUDIT "DYNAUDIT"

4 AVENUE ALAIN PEYREFITTE

ZI

77480 BRAY SUR SEINE

01.60.67.10.21

ANNEXE**SOMMAIRE**

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	6
Permanence ou changement de méthodes	6
Informations complémentaires (CICE)	6
L'utilisation du CICE dans l'entreprise	7
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	7
Etat des amortissements	8
Etat des provisions	8
Etat des échéances des créances et des dettes	9
Composition du capital social	9
Fonds commercial	9
Evaluation des immobilisations corporelles	9
Evaluation des amortissements	10
Evaluation des matières et marchandises	10
Dépréciation des stocks et en cours	10
Evaluation des créances et des dettes	10
Dépréciation des créances	10
Evaluation des valeurs mobilières de placement	10
Disponibilités en Euros	10
Produits à recevoir	11
Charges à payer	11
Charges et produits constatés d'avance	11
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation de l'effectif moyen	12
Charges et produits financiers concernant les entr. liées	12
Honoraires des commissaires aux comptes	12
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Informations en matière de crédit bail	12
Engagement en matière de pensions et retraites	13
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Transferts de charges	13

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 8 141 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

La société a pris acte de l'intérêt de ce crédit d'impôt dans le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement, à l'exclusion de tous financements d'une hausse de la part des bénéfices distribués, et/ou d'augmentation de la rémunération des dirigeants.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 8 141 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Description des efforts	Montant
- investissement :	
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	8 141
Total	8 141

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 294		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	7 744		600
Installations générales agencements aménagements divers	45 407		
Matériel de transport			3 428
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 416		2 818
TOTAL	81 567		6 847
Prêts, autres immobilisations financières	12 400		
TOTAL	12 400		
TOTAL GENERAL	112 261		6 847

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			18 294	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			8 344	
Installations générales agencements aménagements divers			45 407	
Matériel de transport			3 428	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			31 235	
TOTAL			88 414	
Prêts, autres immobilisations financières			12 400	
TOTAL			12 400	
TOTAL GENERAL			119 108	

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	6 251	550		6 800
Installations générales agencements aménagements divers	45 149	259		45 407
Matériel de transport		667		667
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	28 416	309		28 726
TOTAL	79 816	1 784		81 600
TOTAL GENERAL	79 816	1 784		81 600

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	550				
Instal. générales agenc. aménag. divers	259				
Matériel de transport	667				
Matériel de bureau informatique mobilier	309				
TOTAL	1 784				
TOTAL GENERAL	1 784				

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	11 867	3 277			15 144
Sur comptes clients	453 541	61 288			514 829
TOTAL	465 407	64 565			529 973
TOTAL GENERAL	465 407	64 565			529 973
Dont dotations et reprises d'exploitation		64 565			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	12 400		12 400
Clients douteux ou litigieux	650 995	650 995	
Autres créances clients	574 836	574 836	
Personnel et comptes rattachés	5 000	5 000	
Taxe sur la valeur ajoutée	7 770	7 770	
Groupe et associés	42 730	42 730	
Débiteurs divers	61 338	61 338	
Charges constatées d'avance	5 712	5 712	
TOTAL	1 360 781	1 348 381	12 400

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	318	318		
Fournisseurs et comptes rattachés	354 341	354 341		
Personnel et comptes rattachés	51 025	51 025		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	81 830	81 830		
Impôts sur les bénéfices	18 645	18 645		
Taxe sur la valeur ajoutée	11 416	11 416		
Autres impôts taxes et assimilés	4 849	4 849		
Autres dettes	16 135	16 135		
TOTAL	538 560	538 560		

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
PARTS SOCIALES	100.0000	400			400

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
FOND DE COMMERCE	18 293			18 293	
Total	18 293			18 293	

Dans le cadre du nouveau règlement ANC 2015-06, la durée de vie du fonds de commerce est présumée illimitée, l'analyse menée n'a pas révélé une durée d'utilisation limitée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	2 à 10 ans
Matériels et outillage	linéaire	4 ans
Matériel de transport	linéaire	1 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	47 669
Total	47 669

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	318
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 989
Dettes fiscales et sociales	53 097
Autres dettes	10 981
Total	94 385

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 712
Total	5 712

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Effectif moyen**

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	6
Total	7

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total		795
Dont entreprises liées	.	795

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 8827 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Crédit bail**

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				66 284	66 284
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs				20 963	20 963
- dotations de l'exercice				16 571	16 571
Total				37 534	37 534
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs				39 355	39 355
- exercice				18 444	18 444
Total				57 799	57 799
Redevances restant à payer					
- à un an au plus				15 303	15 303
Total				15 303	15 303
Montant en charge sur l'exercice				18 444	18 444

ANNEXE

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnités de fin de carrière à verser : 86602 €

Valeur probable des indemnités à verser : 68324 €

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 48898 €

Dette actuarielle : 21808 €

Taux d'actualisation : 2%

Taux de rotation : faible

Taux de croissance des salaires : 1%

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -**Transferts de charges**

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
avantages en natures	13 623
indemnité CPAM	1 593
Total	15 216